

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 292 / Mars 2020

TENDANCES CONJONCTURELLES

4^e TRIMESTRE 2019

La conjoncture du quatrième trimestre se maintient dans une trajectoire favorable. La consommation des ménages, principal pilier de l'économie du Territoire, finit l'année avec un nouveau regain, malgré la légère hausse des prix et le tassement du crédit. Les importations totales restent dynamiques et la fréquentation du Territoire est bien orientée. L'emploi est en recul suite au repli enregistré dans le secteur public, bien que l'emploi privé soit dynamique. L'économie privée présente une situation contrastée, les importations de biens d'investissement des entreprises sont en rebond, bien que l'encours des crédits fléchisse. La situation du secteur du BTP ne se dégrade plus mais peine à reprendre son souffle.

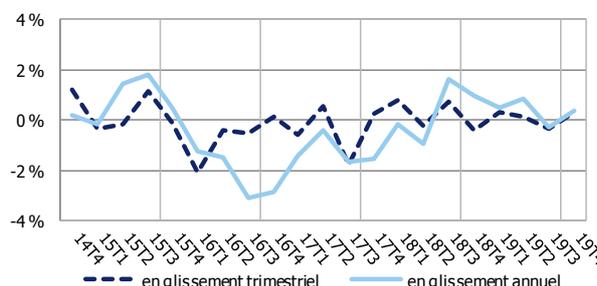
La conjoncture poursuit son redressement entamé au trimestre précédent

L'indice des prix en léger rebond

Après s'être replié au troisième trimestre 2019, l'indice des prix à la consommation rebondit (+0,3 % en variation trimestrielle). Ce rebond est causé par les hausses des prix des produits manufacturés (+0,6 %) et de ceux des services (+0,9 %). Comme au trimestre précédent les prix de l'alimentation sont stables (+0,1 %) et ceux de l'énergie sont en baisse (-2,0 %).

En rythme annuel, l'indice global est également en léger rebond (+0,4 %). La plupart des postes composant l'indice sont en augmentation, l'alimentation et les services présentant les hausses les plus modérées (+1,3 % et +2,0 % respectivement) tandis que les produits manufacturés observent une hausse plus forte (+3,7 %). L'énergie constitue encore une fois la seule exception à cette tendance (-15,7 %) et continue de modérer la hausse des prix, en lien avec la péréquation tarifaire de l'électricité.

Évolution de l'indice des prix à la consommation



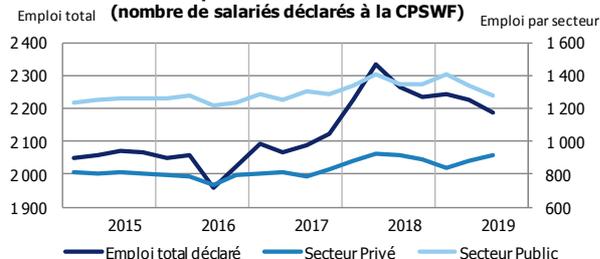
Source : STSEE, données trimestrielles

Repli de l'emploi déclaré

Selon les données à fin septembre 2019, 2 189 salariés sont déclarés à la CPSWF contre 2 225 à fin juin 2019. L'emploi est donc en recul sur le trimestre (-1,6 %), recul qui apparaît plus marqué sur l'année (-3,3 %). La hausse de l'emploi dans le secteur privé ne suffit pas à compenser la baisse dans le secteur public.

À fin septembre 2019, on dénombre 1 277 salariés dans le secteur public, en baisse (-4,8 %) par rapport au trimestre précédent, avec un repli similaire en rythme annuel (-5,2 %). Le secteur privé compte 912 salariés, soit une hausse trimestrielle de 3,2 %, la situation étant stable en glissement annuel (-0,4 %). À l'exception du secteur du BTP, où l'emploi est quasi stable (73 employés à fin juin et 71 à fin septembre, soit -2,7 %), l'ensemble des secteurs sont en croissance. Les hausses dans les autres secteurs vont de 1,9 % dans le secteur du commerce à 7,8 % dans celui de l'industrie et de l'artisanat, avec entre les deux une augmentation de 4,1 % dans le secteur des services. On observe en glissement annuel une baisse de l'emploi public (-5,2 %) et une stabilisation de l'emploi privé (-0,4 %). Dans ce dernier, la hausse du

Emploi déclaré localement



Source : CPSWF

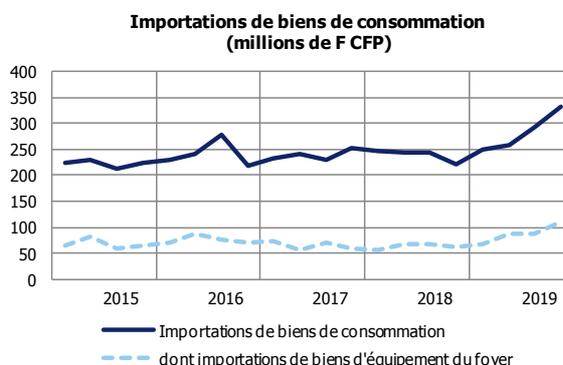
nombre d'emplois dans le commerce (+8,6 %), celle dans l'industrie et l'artisanat (+5,7 %) et celle dans le BTP (+7,6 %) compensent la baisse dans les services (-9,3 %).

La part de l'emploi dans le secteur public dans l'économie du Territoire diminue ainsi à 58,3 %, un niveau qui n'a pas été atteint depuis fin 2011.

Une consommation des ménages bien orientée

Après avoir fortement progressé (+9,5 %, CVS) au troisième trimestre 2019, les importations de biens de consommation continuent leur accélération au quatrième trimestre (+14,1 %, CVS), la croissance étant particulièrement forte en glissement annuel (+49,7 %, CVS), à 332 millions de F CFP (données CVS).

Les importations de biens d'équipement du foyer progressent nettement (+28,1 %, CVS) sur le trimestre et de manière encore plus marquée sur l'année (+80,1 %, CVS), à 111 millions de F CFP (CVS). A contrario les importations d'articles d'habillement sont en baisse (-9,4 % sur le trimestre, -10,3 % sur l'année, CVS) pour atteindre 56 millions de F CFP (CVS).



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs est stable sur le trimestre (-2,0 %, CVS) mais recule sur l'année (-22,0 %, CVS¹).

La consommation d'électricité est en hausse sur le trimestre et sur l'année (+3,6 % en glissement trimestriel, +5,9 % en glissement annuel, CVS).

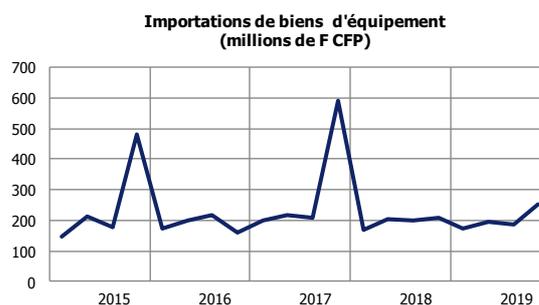
L'encours des crédits à la consommation se tasse sur le trimestre (-1,6 %) mais évolue positivement par rapport au quatrième trimestre 2018 (+2,2 %). En parallèle, le taux de créances douteuses brutes des ménages reste stable et s'établit à 3,6 % contre 3,7 % au trimestre précédent. Le niveau est inférieur à celui du quatrième trimestre 2018 (4,0 %).

À fin décembre 2019, les indicateurs de vulnérabilité des ménages se dégradent après une période favorable. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est en hausse par rapport au troisième trimestre (198, soit +13,1 % en glissement trimestriel) et rebondit également sur l'année (+6,5 %). Le nombre d'incidents de paiement par chèque augmente fortement (+184,8 %) pour s'établir à 225, niveau le plus élevé depuis le deuxième trimestre 2017, ce qui constitue un contraste assez fort avec le nombre moyen d'incidents de paiement entre ces deux dates (89 incidents en moyenne entre le troisième trimestre 2017 et 2019). L'évolution en glissement annuel est similaire avec une forte hausse (+448,8 %), évolution qui doit être nuancée par le niveau particulièrement bas du quatrième trimestre 2018 (41 incidents).

Une fin d'année positive pour l'investissement des entreprises

Les importations de biens d'équipement destinés aux entreprises (252 millions de F CFP au quatrième trimestre 2019, données CVS) rebondissent fortement en glissement trimestriel (+34,2 %, CVS), ainsi qu'en glissement annuel bien que de manière légèrement plus modérée (+21,3 %, CVS).

Les immatriculations de véhicules utilitaires sont toutefois en recul trimestriel et par rapport au quatrième trimestre 2018 (-12,8 % et -4,9 %, données CVS²).



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

L'encours des crédits aux entreprises (830 millions de F CFP) se replie sur le trimestre (-6,1 %). Sa progression sur l'année (+8,2 %) est liée au faible niveau du quatrième trimestre 2018 (767 millions de F CFP à cette date, à mettre en comparaison avec les 831 millions de F CFP en moyenne sur les deux dernières années). Les crédits d'exploitation restent à un niveau très faible passant de 5 millions au trimestre précédent à 3 millions de F CFP à fin décembre. Le recul des crédits d'investissement (-6,4 %) explique l'évolution de l'encours total du crédit aux entreprises. Comme pour ce dernier, la forte progression en glissement annuel (+19,1 %) doit être nuancée, étant donnée le faible niveau du quatrième trimestre 2018.

¹ Ces variations doivent être interprétées avec précaution, compte tenu du faible nombre de véhicules étudiés.

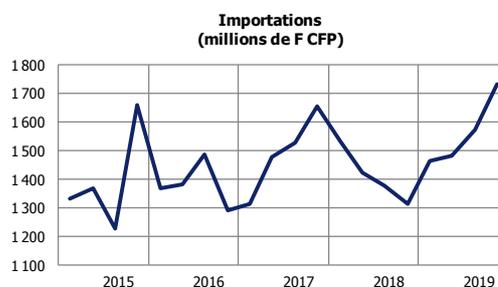
² Tout comme pour les véhicules de tourisme, le faible nombre de véhicules utilitaires conduit à des interprétations devant se faire avec précaution.

Stable depuis 2013, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire diminue légèrement, passant de 13 au trimestre précédent à 12. Le taux de créances douteuses brutes des entreprises est en léger rebond sur le trimestre (+0,3 point sur le trimestre) mais en fort repli sur l'année (-1,7 point), s'établissant à 3,7 % au 31 décembre 2019, restant donc proche du plancher historique du trimestre précédent.

Des importations dynamiques pour la fin d'année

Les importations totales augmentent au quatrième trimestre 2019 en glissement trimestriel et annuel (+10,1 % et +31,7 %, CVS). Elles s'élèvent à 1 732 millions de F CFP (données CVS).

Principal poste d'importations, les produits alimentaires croissent par rapport au troisième trimestre 2019 (+16,8 %, soit 476 millions de F CFP contre 407 millions au trimestre précédent, CVS). Les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires (respectivement 252 et 215 M F CFP, CVS) représentent à elles deux 467 millions de F CFP au quatrième trimestre 2019 contre 412 millions au troisième trimestre 2019, soit une hausse de 13,5 %.



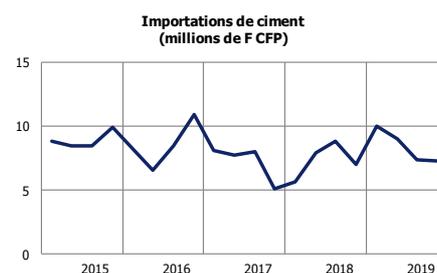
Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Les revenus douaniers et les taxes d'entrée sont en diminution de 14,6 % sur le trimestre pour atteindre 340 millions de F CFP, un niveau légèrement supérieur à celui du quatrième trimestre 2018 (+1,5 %).

Situations diverses des principaux secteurs d'activité

Le BTP peine à sortir de sa situation toujours fragile

Après la phase dégradée du deuxième trimestre, la situation du secteur montre quelques signes d'amélioration bien que la situation reste fragile. Les importations de ciment se stabilisent sur le trimestre (-1,6 %, CVS) mais remontent sur l'année (+4,0 %, CVS). Elles s'élèvent à 7,3 millions de F CFP (CVS). L'évolution de l'emploi dans le secteur suit un schéma similaire. A fin septembre, les effectifs salariés sont également stables par rapport au trimestre précédent (71 salariés contre 73 le trimestre précédent, soit -2,7 %) et en progression sur l'année (+7,6 % par rapport aux 66 employés de septembre 2018). En novembre a commencé l'organisation de l'installation de la future base-vie pour les travaux du quai de Leava à Futuna, qui devraient débuter au premier trimestre 2020.



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Une activité commerciale qui poursuit sa lancée

Après la progression du trimestre dernier, l'activité commerciale renforce sa tendance positive. Les importations de biens de consommation, de produits alimentaires et de biens d'équipement progressent respectivement de 14,1 %, 16,8 % et 34,2 % (CVS). A l'inverse, les importations de biens intermédiaires sont en recul (-3,9 %, CVS).

Évolution toujours positive pour la fréquentation du Territoire

Le nombre total de passagers est en hausse de 13,9 % sur le trimestre (12 418 contre 10 899 le trimestre précédent, données CVS). Le trafic international progresse sur le trimestre (+14,4 %) et s'élève à 8 751 passagers (CVS) tandis que le trafic intérieur est également en croissance (+11,3 %, soit 3 667 passagers, données CVS). Concernant ce dernier, le Twin-Otter Ville de Paris étant parti pour une remise à niveau de ses équipements, Aircalin a affrété un Twin-Otter supplémentaire afin d'assurer la desserte intérieur sans perturbation.



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

En rythme annuel, le trafic aérien global enregistre une augmentation de 16,0 % entraînée par la hausse conjointe du trafic international (+20,2 %, CVS) et du trafic intérieur (+6,9 %, CVS).

La conjoncture régionale et internationale

UN CONJONCTURE REGIONALE FRAGILE

Reflétant une croissance mondiale en perte de vitesse, les pays de la région Asie Pacifique souffrent d'une conjoncture dégradée qui pèse sur leurs économies. Puissance régionale, la Chine semble particulièrement touchée par cette tendance qui s'alimente tant du conflit commercial avec les Etats-Unis, que de l'instabilité de la situation à Hong-Kong, hub financier majeur entré en récession en 2019 (-1,2% de croissance).

Par effet d'entraînement, les pays asiatiques en développement (hors Chine et Inde) voient leur croissance ralentir à 5,1% en 2019, selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI), contre 5,5% en 2018. C'est la raison pour laquelle, plusieurs banques centrales d'Asie du Sud-est ont fait le choix d'une baisse de leurs taux directeurs au cours des derniers mois (Indonésie, Thaïlande, Malaisie...)

En Océanie, la politique monétaire accommodante mise en œuvre au deuxième semestre 2019 a permis à l'Australie et la Nouvelle-Zélande, de maintenir leur croissance, respectivement à 0,4% et 0,7% au troisième trimestre. De plus, malgré une situation contrastée, les pays insulaires du Pacifique profitent de la progression du tourisme mondial (Palaos...) et des prix de certaines matières premières, notamment du gaz naturel liquéfié qui a favorisé la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Selon les analystes internationaux, une faible demande internationale en biens de consommation provenant de la région devrait conduire à une nouvelle baisse de la croissance dans la région Asie-Pacifique en 2020, avant qu'elle ne se stabilise à l'horizon 2022. A fortiori, à court et moyen termes, une succession d'événements localisés pourrait peser sur les économies, à l'instar des feux de brousse en Australie.

De plus, le 9 janvier, la découverte d'un nouveau Coronavirus en Chine et sa diffusion rapide ont provoqué une crise majeure qui a conduit à la prise de mesures sanitaires lourdes dans de nombreux pays. Bien qu'il soit trop tôt pour en quantifier l'impact économique, cette épidémie a d'ores et déjà touché fortement le secteur industriel chinois, fragilisant plusieurs chaînes de productions largement globalisées. Il en est de même de la fréquentation touristique de la clientèle asiatique qui rencontre désormais des difficultés à voyager.

Sources: FMI, The World Bank, Australian Bureau of Statistics, Asian Development Bank, Stats NZ, National Bureau of Statistics of China, Direction générale du Trésor.

VERS UNE STABILISATION DE L'ACTIVITE MONDIALE ?

Le FMI a de nouveau revu ses prévisions de croissance économique mondiale à la baisse pour 2019, à 2,9 % (-0,1 point par rapport à l'estimation d'octobre 2019), en lien avec une activité moins soutenue que prévue dans certains pays émergents (Inde, Mexique et Afrique du Sud notamment), où des chocs, spécifiques à chacun, ont freiné la demande intérieure. Les tensions commerciales et géopolitiques persistantes, l'intensification de troubles sociaux dans plusieurs pays et les chocs climatiques survenus au deuxième semestre 2019 ont également pesé sur l'activité. Toutefois, le FMI entrevoit, dans la dissipation du risque d'un Brexit sans accord et dans la progression des négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine, des signes de stabilisation de l'industrie et du commerce international. Dans ce contexte, conjugué à une réorientation générale vers des politiques monétaires plus accommodantes, le FMI table sur une accélération de la croissance à 3,3 % en 2020.

Aux États-Unis, le PIB a crû de +0,5 % sur le quatrième trimestre 2019, un niveau équivalent au trimestre précédent qui amène la croissance sur l'année 2019 à +2,3 %, après +2,9 % en 2018. La chute de l'investissement, dans un contexte de tensions commerciales, est compensée par le dynamisme de la consommation privée et la hausse des dépenses publiques. Le FMI anticipe un ralentissement de la croissance à +2,0 % en 2020, lié à une normalisation de la politique budgétaire.

Dans la zone euro, la croissance a ralenti à +0,1 % sur le dernier trimestre 2019 (après +0,3 %), portant la croissance annuelle pour 2019 à +1,2 % (+1,9 % en 2018). À fin décembre, le taux d'inflation rebondit à +1,3 % (contre +0,8 % à fin septembre) tandis que le taux de chômage continue de reculer et atteint désormais 7,4 %, son plus bas niveau depuis mai 2008. Selon les dernières estimations du FMI, le PIB devrait augmenter de +1,3 % en 2020, tiré par un raffermissement de la demande extérieure.

En France, le PIB de la France recule légèrement sur le dernier trimestre 2019, de -0,1 %, contre +0,3 % entre juillet et septembre. La consommation des ménages et l'investissement ralentissent, tandis que les exportations diminuent. Sur l'année, la croissance décélère ainsi à +1,2 % après +1,7 % en 2018. La Banque de France prévoit une croissance freinée à +1,1 % en 2020 en lien avec une dégradation de l'environnement international.

Au Japon, le PIB enregistre une baisse de 1,6 % entre octobre et décembre 2019, conséquence d'une hausse marquée de la taxe sur la consommation qui a dissuadé les ménages, ainsi que d'une chute de l'investissement (-3,7 %). Il s'agit du premier recul de la croissance nipponne depuis cinq trimestres et de la baisse la plus marquée depuis le deuxième trimestre 2014. Sur l'ensemble de l'année, le PIB progresse néanmoins de +0,7 % et le FMI table sur une hausse de +1,0 % en 2020.

La croissance économique a été plus faible que prévue dans les pays émergents et en développement en 2019 (+3,7 % contre +4,0 % selon le FMI en octobre 2019) mais elle devrait rebondir à +4,4 % en 2020. En Inde, la croissance devrait se relever de +4,8 % en 2019 à +5,8 % en 2020 grâce à des mesures de relances monétaire et budgétaire. En Chine, la croissance resterait soutenue en 2020, à +6,0 %, mais sans accélération par rapport à 2019 (+6,1 %) du fait de différends commerciaux non résolus avec les Etats-Unis.

Sources : FMI, BEA, OCED, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 février 2020. Les données officielles n'intègrent pas à cette date l'impact de l'épidémie de Coronavirus.